

Séance solennelle du Parlement européen

XXème anniversaire de la réunification allemande

Bruxelles, 7 octobre 2010

Discours de Jacques Delors

Monsieur le Président du Parlement européen,
Monsieur Lothar de Maizière,
Monsieur le Président du Conseil européen,
Monsieur le Président de la Commission européenne,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les Députés,
Mesdames et Messieurs,

A peine un an s'est-il écoulé entre la Chute du Mur de Berlin et la réunification de l'Allemagne. Durant toute l'année 1989, les peuples européens se manifestent. En Pologne, les événements commencés par les grèves de Gdansk de l'été 1980 débouchèrent sur les accords du Belvédère de février-avril 1989 et les premières élections libres du 4 juin 1989. En Tchécoslovaquie, pour commémorer le sacrifice par le feu de Jan Palach ; en Hongrie, à l'occasion des obsèques solennelles de Imre Nagy enfin réhabilité ; en Bulgarie, où le

Président Živkov est contraint à la démission et bien entendu, en Allemagne de l'Est, où les manifestations pacifiques se multiplient.

Les peuples poussent, et c'est le 2 mai 1989, l'ouverture des frontières entre la Hongrie et l'Autriche, ce qui permet aux Allemands de l'Est de passer à l'Ouest.

Nous avons donc vécu une de ces accélérations de l'Histoire qui nous a tous surpris, il faut bien le reconnaître. Certains d'entre nous avaient des intuitions sur les déséquilibres croissants dans les pays communistes, mais personne ne pouvait prévoir que la marmite allait exploser si vite.

Il s'agit d'une prodigieuse mutation, en cette année phare 1989 qui a vu, en d'autres lieux de la planète, la fin de la dictature Pinochet au Chili et la révolte de Tiananmen en Chine.

Pour en revenir à l'Europe, les événements de 1989 auraient pu, à tout instant, déclencher des répressions brutales, entraîner des conflits sanglants, déboucher sur une longue période d'instabilité et de menaces pour la paix.

Il n'en a rien été.

C'est la seconde grande leçon, après celle tirée de la poussée des peuples. Nous, les contemporains de ces événements, devons en témoigner. En effet, les nouvelles générations doivent être instruites de cette période, faute de l'avoir vécue. Aujourd'hui, elles vivent dans un univers de prospérité et de paix, tout en voyant le monde présent secoué par des tensions et des révoltes. Elles n'ont donc qu'une image médiatisée de la violence et de la haine.

Mais elles doivent intégrer dans leur mémoire ce fait prédominant que grâce à la sagesse de certains dirigeants du monde, en ces années 1989 et 1990, les Européens ont pu vivre une transition pleine d'émotions, certes, mais sans grande effusion de sang et sans contamination dangereuse.

Je ne citerai pas les noms de tous ces dirigeants, dont je viens de louer le sang froid et la sagesse, de peur d'en oublier ou de provoquer des susceptibilités, ou encore d'être mal compris. Mais je voulais leur rendre hommage. Ils se reconnaîtront au-delà des vingt années écoulées. Certains d'entre eux ont malheureusement subi l'ingratitude des peuples et de leurs successeurs. L'Histoire, j'en suis sûr, corrigera ces erreurs et omissions et nous livrera, à travers ses contributions, le cœur de la vérité.

Mais revenons un instant au choc provoqué par la Chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989. Avant même que les politiques et les diplomates ne retrouvent leur souffle, il fallait que la Communauté européenne réagisse. Dès le 11 novembre, ayant réuni en urgence les membres de la Commission européenne, j'affirmais, interrogé par la Télévision Allemande, que les Allemands de l'Est étaient libres de choisir, mais qu'ils avaient leur place dans la Communauté européenne. J'ajoutais : « *Nous sommes une grande Communauté à l'intérieur de laquelle nous bâtissons ensemble notre destin pour mieux maîtriser l'Histoire dans l'intérêt de tous* ».

Sur le moment, il n'était pas possible d'en dire plus, mon devoir était de délivrer un message d'accueil et d'espoir aux Allemands de l'Est. Mais je m'efforçais dans le même temps d'apaiser les peurs et les craintes de beaucoup.

Dès lors, les rencontres entre responsables se multiplièrent au niveau mondial, entre les Etats Unis et l'Union Soviétique, entre ces derniers et les Européens, ou bien entre les deux Allemagnes et les quatre puissances alliées de la dernière guerre (le processus 2+4). Parallèlement, les négociations progressaient entre le gouvernement de la RFA et les représentants de la RDA, et principalement entre le Chancelier Kohl et le Premier ministre Lothar de Maizière.

Au sein de la Communauté européenne, on se posait beaucoup de questions en présence de ce décor radicalement nouveau. Mais cette Communauté ne pouvait, en définitive, qu'approuver et soutenir la réunification des deux Allemagnes. Ce qu'elle fit au Conseil européen du 24 avril 1990 à Dublin. En agissant ainsi, et en prenant acte des assurances fournies quant à la durabilité et à l'équité des arrangements conclus au niveau des 2+4, la Communauté ne faisait que demeurer fidèle aux valeurs qui l'animent : la paix, la compréhension mutuelle entre les peuples, la solidarité et notamment avec tous les Allemands de l'Est comme de l'Ouest.

J'ai d'ailleurs la faiblesse de croire que l'existence de cette Communauté, et pas simplement sa prospérité matérielle, fut toujours, pendant les années sombres, une référence et un attrait pour les peuples vivant sous le joug communiste.

Précisément, la Communauté était en osmose avec ces événements. Dès juillet 1989, avant même la Chute du Mur, la Commission avait fait accepter par le G7 un plan d'aide aux pays de l'Europe centrale et orientale. L'esprit d'ouverture, la prédisposition à l'élargissement étaient formellement affirmés.

Mais après la Chute du Mur, la question allemande, pourquoi le cacher, était la préoccupation majeure. Quel destin allait choisir la grande Allemagne ?

Dès le 19 novembre 1989, à l'initiative de François Mitterrand, se réunissait un Conseil européen exceptionnel qui ouvrit la voie à la concertation régulière entre la RFA et ses partenaires. Un long exposé du Chancelier Kohl fit le point de la situation qui ne pouvait être que mouvante. L'accélération de l'Histoire était à l'œuvre.

Le Parlement européen fut également très attentif et très actif. Ses débats étaient le reflet des questions posées par l'avenir de l'Allemagne et par le risque de voir ralentir l'effort d'intégration européenne stimulé par le Traité de l'Acte Unique en 1987. Le 28 novembre 1989, le Parlement adopta une résolution très importante qui affirme que « *tous les peuples européens y compris le peuple polonais, ont conformément à l'acte final d'Helsinki, le droit de vivre à l'avenir dans des frontières sûres, telles qu'elles sont actuellement définies.* » Il faisait en cela référence à l'un des débats les plus difficiles se concluant dans l'accord 2+4, par le maintien de la frontière Oder-Neisse.

C'est devant le Parlement européen que le 17 janvier 1990, en tant que Président de la Commission européenne, je confirmais que « *l'Allemagne de l'Est constitue un cas spécifique... Elle a sa place dans la Communauté si elle le demande* ».

Stimulé par ces perspectives, le Parlement européen installe une Commission temporaire pour l'étude de l'impact du processus de réunification de l'Allemagne sur la Communauté européenne. Cette commission composée de personnalités de grande expérience contribua efficacement à lever les doutes et à préparer l'intégration des Länder de l'Est. Rappelons-le pour les plus sceptiques de tous bords. Grâce au Parlement européen, la démocratie pluraliste et vivante n'est pas un concept vain, mais bien une réalité.

Au total, qu'elles que soient les difficultés que doit surmonter la construction européenne, il est erroné d'en sous-estimer l'acquis et l'influence.

Certes, je ne me hasarderai pas à établir une hiérarchie entre les idées et les faits qui ont pu influencer ce grand mouvement de libération. Sans doute, le plus important demeure-t-il cette capacité des peuples à résister à l'oppression, à exprimer leur soif de liberté, à manifester leur courage tranquille. Mais je ne voudrais cependant pas passer sous silence les appels de Jean-Paul II et, en particulier, sa formule adressée à « un moment crucial » aux Polonais « *N'ayez pas peur !* ».

Ni oublier la politique à la fois ferme mais ouverte et généreuse, de l'Allemagne de l'Ouest vis à vis de la RDA, durant les années qui ont précédé la Chute du Mur.

Moment où la liberté triomphe, mais celle-ci a ses exigences. Le Traité, portant sur la réunification de l'Allemagne lançait un double défi.

D'abord celui de la compréhension entre les Allemands de l'Ouest et de l'Est qui fut relevé avec beaucoup de lucidité et de générosité.

Ensuite, le défi économique et social qui était tout aussi difficile. Un effort exceptionnel fut consenti par le transfert massif de ressources de l'Ouest vers l'Est, de l'ordre, chaque année, de 4 à 5 % du Produit National de l'Allemagne de l'Ouest, soit 1400 milliards d'euros en vingt ans. Sans oublier les autres contributions sous forme d'assistance technique afin de restructurer l'économie de l'Est. Pour illustrer par un seul chiffre les résultats obtenus, notons que le revenu par habitant de l'Est de l'Allemagne est passé en 20 ans, de 40 à 73% du revenu à l'Ouest. L'effort sera poursuivi pendant les années à venir, grâce au maintien de l'impôt de solidarité jusqu'en 2019. Les Allemands

eux-mêmes en conviennent, il reste beaucoup à faire au niveau des mentalités comme des structures économiques et sociales.

La Communauté européenne, de son côté, a fait bénéficier les Länder de l'Est de la politique de cohésion économique et sociale. Même si les sommes engagées ne sont pas de l'ordre de grandeur de l'effort consenti par les Allemands, les contributions européennes marquaient bien l'appartenance pleine et entière des Allemands de l'Est à l'aventure européenne, la multiplication des échanges humains et techniques, le dialogue régulier entre la Commission européenne et les dirigeants des Länder. J'aurais aimé que la Communauté fasse plus, mais les dirigeants allemands, soucieux des réactions de leurs partenaires, me demandèrent de ne pas aller plus loin dans l'effort fourni par les fonds structurels.

Vingt ans plus tard, alors qu'au-delà de la crise financière, l'aventure européenne suscite bien des interrogations, les vingt-sept pays sont devant une responsabilité historique : approfondir l'intégration européenne, ou bien vivre au jour le jour, grâce à des compromis certes nécessaires, mais non porteurs d'avenir.

En ce jour où nous célébrons avec joie la réunification allemande, comment ne pas questionner ce pays sur sa vision de l'avenir européen.

L'Allemagne réunifiée est la puissance économique la plus forte des vingt-sept qui composent l'Union. Pour ne citer qu'un seul chiffre, elle représente 25% du PIB de l'Union économique et monétaire à 16 pays. Cette dernière constitue, que l'on aime ou non, le lien le plus fort entre les pays européens qui partagent la même monnaie avec les droits mais aussi les devoirs que cela entraîne. Beaucoup en Europe ont trop tendance à l'oublier.

L'Allemagne se situe présentement sur le plan géopolitique au croisement de l'Union européenne et du reste du grand continent européen. C'est une position forte, attrayante à certains égards, qui soulève beaucoup de questions en Allemagne comme dans les autres pays européens.

Les Allemands eux-mêmes en conviennent, comme en témoigne leur Livre Blanc sur la sécurité en Allemagne. « *Du fait de sa taille, de son poids démographique, de sa force économique et de sa situation géographique au cœur du continent, l'Allemagne unie doit jouer un rôle important dans l'élaboration du projet européen de demain et bien au-delà.* »

Il n'est donc plus question de la période précédant 1989 où l'Allemagne faisait preuve de retenue, pour des raisons que chacun pouvait comprendre et admettre. Cette attitude de retenue a incité les gouvernements allemands successifs à se situer à l'avant-garde de l'intégration européenne, notamment quand il s'est agi d'abandonner la puissante D-Mark, symbole de la renaissance allemande, au profit de l'Euro, de la monnaie unique.

Nulle nostalgie dans ces propos, mais l'appel d'un militant de l'Europe, parmi d'autres, qui s'adresse aujourd'hui à l'Allemagne, dont nous fêtons la réunification, mais qui vaut pour tous les pays membres. Les valeurs que nous ont léguées les pères de l'Europe sont-elles toujours présentes, dominantes ? L'héritage qui nous a été transmis porte avant tout sur le « pourquoi voulons-nous être ensemble ? » plus que sur les traités et nécessaires arrangements institutionnels.

Mais, je ne voudrais pas terminer sur cette nécessaire remise en question. Non, j'ai au fond de ma mémoire et de mon cœur cette nuit du 3 octobre, où nous avons eu l'honneur et la joie, Enrique Baron Crespo, Président du Parlement européen, et moi, en tant que Président de la Commission européenne, d'être invités à cette soirée mémorable tenue dans l'ancien Reichstag. Les responsables allemands de l'Ouest comme de l'Est réunis dans

une communion fervente. Une atmosphère empreinte de gravité et de bonheur. Tous les Européens auraient partagé cette grande émotion. La cérémonie terminée, je voulais, en parcourant les rues de Berlin, ressentir les sentiments d'un peuple. Ce n'était, là aussi, que gravité et joie, sans exubérance, sans manifestation ostentatoire. Une nuit calme que chacun savourait en pensant aux ruptures passées, aux angoisses des familles divisées par un décret de l'Histoire. Une nuit calme où je pensais aussi à cette Europe sortie de la haine et des conflits. Une Europe que je voulais unie, forte et généreuse à la fois. Il restait à faire pour consolider l'acquis et avancer vers l'avenir.